

Les entreprises de transport affichent des pertes colossales

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5256 - Jeudi 24 décembre 2020 - Prix : 10 DA

Algérie/Qatar

Le Président Tebboune reçoit un appel téléphonique de l'Emir Tamim Ben Hamad Al Thani

Page 2

Encore un engagement non tenu par Ouadjaout

Des cantines scolaires toujours fermées

Page 3

Fêtes dangereuses

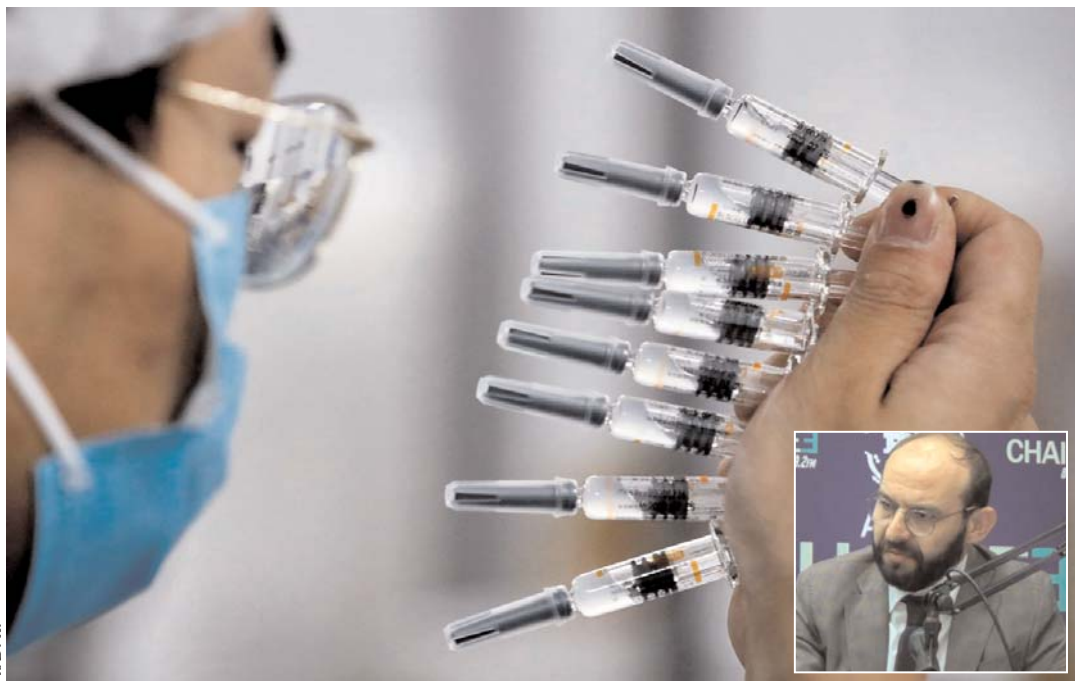
Par Mohamed Habili

Sans y avoir prêté une grande attention, on était porté à penser que dès lors que la vaccination de masse était devenue l'arme principale contre l'épidémie, tous les autres pis-aller, que sont en particulier les mesures de confinement et fermetures en tout genre, seraient sinon abandonnées du moins largement revues à la baisse, en attendant de pouvoir s'en passer purement et simplement. Ce n'est pas du tout ce qui s'observe pour l'heure, et en premier lieu là où la vaccination a commencé. L'exemple de la Grande-Bretagne est particulièrement éloquent à cet égard : c'est au moment où elle s'est lancée dans la vaccination, ce qu'elle a fait avant tout le monde, qu'elle a durci comme jamais le dispositif de confinement, mis en place, il est vrai, en même temps que la découverte chez elle d'une mutation du virus le rendant plus contagieux encore, lui qui l'était déjà suffisamment. Pour autant, elle s'apprêtait comme tous les pays européens à se barricader en prévision de la débauche de brassage inévitable des fêtes de fin d'année. La peur de cette nouvelle mutation est telle que ses voisins, mais également des pays plus lointains, ont aussitôt coupé tous les ponts avec elle, qui pour quelques heures seulement, en attendant de s'assurer du peu de danger de la mutation, qui pour plusieurs jours d'affilée, dans l'idée qu'il vaut mieux en l'occurrence faire trop que pas assez.

Suite en page 3

Selon D' Sahraoui, président de la Société de biotechnologie et de la recherche médicale

L'arrivée du vaccin n'exonère pas d'observer les mesures barrières



Ph/D.R.

L'arrivée du vaccin contre le coronavirus n'empêchera pas de maintenir les mesures barrières après le début de la campagne de vaccination, estime le président de la Société de biotechnologie et de la recherche médicale, soulignant que les mesures de prévention restent le meilleur garant contre la transmission. [Page 2](#)

Regards

Vaccins anti Covid-19

Dose médicale et zeste de communication

Page 2

Tizi Ouzou/ Stade de 50 000 places

Résiliation du contrat avec l'entreprise réalisatrice en attendant sa relance

Page 16

Selon D' Sahraoui, président de la Société de biotechnologie et de la recherche médicale

L'arrivée du vaccin n'exonère pas d'observer les mesures barrières

■ L'arrivée du vaccin contre le coronavirus n'empêchera pas de maintenir les mesures barrières après le début de la campagne de vaccination, estime le président de la Société de biotechnologie et de la recherche médicale, soulignant que les mesures de prévention restent le meilleur garant contre la transmission.

Par Louisa Ait Ramdane

Même si l'arrivée d'un vaccin suscite un élan d'espoir et procure un sentiment de quiétude chez la population, il est hors de question de mettre immédiatement aux oubliettes les mesures barrières. Les citoyens devront s'habituer à porter le masque et à respecter les gestes barrières pendant encore plusieurs mois, d'autant que la vaccination ne se fera pas immédiatement pour toute la population. C'est un processus qui va s'étaler sur plusieurs mois. Il faudra donc encore patienter avant que les vaccins soient disponibles pour le plus grand nombre.

C'est, en somme, la mise en garde faite par le président de la Société algérienne de biotechnologie et de la recherche médicale, Docteur Salah Eddine Sahraoui, lors de son passage sur les ondes de la Radio nationale. D' Salah Eddine Sahraoui estime que «l'arrivée du vaccin, qui est une arme supplémentaire, ne doit pas nous faire oublier les autres mesures de lutte contre la

pandémie, telles que la prévention et les mesures barrières».

Il a mis en garde contre le fait que se faire vacciner «n'exclut pas le risque de contamination». «Se vacciner nous protège, théoriquement, contre le coronavirus, mais nous ne sommes pas sûrs de ne pas transmettre la maladie», avertit-il.

Le spécialiste rassure, par ailleurs, que la nouvelle souche du virus apparue récemment en Europe «n'impactera pas la capacité vaccinale», arguant qu'«un laboratoire américain a déclaré une adaptation de ces souches au bout d'une durée allant de six à huit semaines».

L'Algérie a mis en place une procédure accélérée d'enregistrement du vaccin, a-t-il affirmé, insistant sur la poursuite des autres mesures préventives, une fois entamée la campagne de vaccination dans le pays. «L'Algérie, à l'instar de toutes les Agences internationales, a mis en place une procédure accélérée d'enregistrement des vaccins anti-coronavirus, à travers l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (Anpp), par l'impulsion du ministère de l'Industrie pharmaceutique, ainsi que l'Institut Pasteur qui travaille en étroite collaboration avec ces derniers. Elle a ainsi suivi les mêmes étapes en termes d'homologation que ce qui se passe au niveau international», a déclaré D' Sahraoui sur les ondes de la Chaîne 3.

Faisant observer que d'ordinaire la procédure d'enregistrement «prend du temps partout dans le monde», il a ajouté que eu égard à la situation sanitaire exceptionnelle, cette procédure a «été accélérée», qualifiant celle-ci de «responsabilité humaine et éthique». Pour autant, «les



dossiers d'enregistrement des vaccins sont clairement décortiqués par les grands experts des grandes Agences internationales».

L'intervenant a ajouté, à ce propos, que «les Agences mondiales et les instances internationales évaluent les dossiers selon les mêmes standards internationaux», insistant pour «rassurer les citoyens que le ou les vaccins choisis par l'Algérie passeront par tous les filtres réglementaires nécessaires avant la mise à leur disposition du produit».

Concernant la question de l'efficacité thérapeutique du vaccin, le D' Sahraoui a estimé qu'un produit «à 92 % ou 95 % d'efficacité thérapeutique est une chose absolument remarquable et rassurante», rappelant que l'Organisation mondiale de la

santé (OMS) rejette l'homologation de vaccins dont la protection est «au-dessous de 50 %» de protection.

«Aujourd'hui, tous les vaccins qui ont été homologués protègent assez bien. Nous sommes ravis de dire que la communauté scientifique a réussi en un temps record à mettre au point un vaccin contre le Covid-19, alors que

le record était détenu par le vaccin contre les oreillons développé en 4 ans», a-t-il observé. «Il est très important de rassurer la population que la mise en place du vaccin est passée par un bon parcours scientifique», a-t-il commenté, tout en relevant que «les craintes sont justifiées, la pandémie étant nouvelle et la maladie pas encore maîtrisée». L. A. R.

Algérie/Qatar Le Président Tebboune reçoit un appel téléphonique de l'Emir Tamim Ben Hamad Al Thani

LE PRÉSIDENT de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu hier un appel téléphonique de son frère l'Emir du Qatar, Cheikh Tamim Ben Hamad Al Thani, qui a pris des nouvelles de son état de santé et lui a réitéré son invitation à effectuer une visite au Qatar après son rétablissement et son retour au pays, indique un communiqué de la Présidence de la République. «Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu un appel téléphonique de son frère l'Emir du Qatar, Cheikh Tamim Ben Hamad Al Thani, qui a pris des nouvelles de son état de santé et lui a adressé ses vœux de bonne santé», précise le communiqué. A cette occasion, «l'Emir du Qatar a réitéré à monsieur le Président son invitation à effectuer une visite au Qatar après son rétablissement et son retour au pays». «A son tour, Monsieur le Président a remercié l'Emir du Qatar pour ses nobles et fraternelles sentiments et accepté l'invitation».

R. N.

480 nouveaux cas et 9 décès en 24 heures Forte hausse des contaminations

L'ALGÉRIE a enregistré 9 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, trois cas de moins qu'hier (12), portant à 2 696 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le P' Djamel Fourar. Le nombre de contaminations a connu une forte hausse, avec 480 cas, soit 70 cas de plus par rapport au bilan d'hier (410), pour atteindre, au total, 96 549 cas confirmés.

R. N.

Regards

Vaccins anti Covid-19 Dose médicale et zeste de communication

Par Mourad Hadjers

Illico presto, dès que le président de la République a donné instruction pour que la campagne de vaccination contre le Covid-19 commence dans les plus brefs délais, le gouvernement s'est réuni, lundi de la semaine en cours, avec le Comité scientifique de suivi de l'évolution de l'épidémie de coronavirus pour prendre des mesures adéquates afin d'enclencher l'opération, prévue courant du mois de janvier de l'année qui s'annonce. Le même jour, et avant même que cette réunion ne se termine, les noms de deux vaccins, l'un britannique et l'autre russe, ont commencé à circuler à travers certains médias, jeu d'influence et manœuvres de lobbies acquis à certains laboratoires pharmaceutiques dans cette guerre aux enchères. Le communiqué officiel de la chefferie du gouvernement, quant à lui, ne souffle pas un mot sur le choix définitif mais parle officiellement de «short liste» qui aurait été établie et que la décision finale n'aurait

pas encore été prise. Outre les caractéristiques et le prix du vaccin que l'Algérie devrait choisir, il y aurait aussi le paramètre «politique» qui va peser dans la balance. En effet, dans cette bataille mondiale contre la pandémie de coronavirus, chacun avancera ses pions sur l'échiquier géopolitique qui devrait dessiner le monde post-pandémie, et les alliances vont se dessiner comme dans les guerres traditionnelles. C'est pourquoi, même dans le simple choix d'un vaccin, la décision reviendrait inéluctablement aux hautes autorités du pays et suivant les rapports de force qui s'agitent dans les centres de décisions.

Une fois cet écueil franchi, c'est toute une stratégie nationale de vaccination qui devrait être mise en place, du stockage du vaccin à la mobilisation matérielle et humaine du personnel médical, mais surtout d'une bonne campagne de sensibilisation qui devrait précéder le processus. Et c'est sur cette dernière démarche que l'on risque de s'achopper

car il n'est pas évident de convaincre d'une campagne de vaccination dans une société dont une large frange ne croit pas encore à l'existence même de ce virus. Dans ce chapitre, un immense travail attend le Comité scientifique, et peut-être même d'autres services du gouvernement, pour que le pays évite d'entrer dans un cercle vicieux, un circuit fermé, on importe et on stocke le vaccin, tout le monde l'évite et on continuera notre comptage quotidien des cas infectés et des morts avec son lot d'interdiction d'activités économiques. Outre le «passport sanitaire» dont on évoque l'imposition et qui en évidence ne concernerait que ceux qui ont l'habitude et surtout les moyens de voyager à l'étranger, des formules plus adaptées sont à trouver pour convaincre les Algériens de se faire vacciner. La tâche ne sera pas aisée, sauf si on joue sur le temps et attendre les résultats et surtout les «effets secondaires» des vaccins mis sur le marché, et ça serait un autre débat.

M. H.

Encore un engagement non tenu par Ouadjaout

Des cantines scolaires toujours fermées

■ Le problème des cantines scolaires se pose encore cette année. Même si la rentrée a eu lieu il y a maintenant deux mois, de nombreuses écoles primaires dans plusieurs wilayas du pays n'assurent toujours pas la restauration.



Par Thinhinene Khouchi

En dépit de l'existence d'un décret de loi exécutif n° 18-03 du 15 janvier 2018, qui fixe les dispositions applicables aux cantines scolaires, définissant la cantine scolaire comme une structure d'accompagnement de l'école primaire ayant pour mission principale de préparer quotidiennement, durant l'année scolaire, des repas équilibrés et chauds au profit des élèves, de nombreuses administrations locales refusent, à tort ou à raison, de prendre en charge cette tâche qui engage leur responsabilité. En effet, plusieurs cantines scolaires sont fermées dans les différentes wilayas du pays. Selon Khaled Ahmed, président de l'Union nationale de l'association des parents d'élèves, contacté par téléphone, ce problème existe depuis toujours. «A

chaque réunion tenue avec déjà l'ancien ministre de l'Education, on a soulevé le problème des cantines scolaires, mais rien n'y fait», ajoutant : «On a reçu plusieurs plaintes de la part des parents d'élèves qui dénoncent la fermeture des cantines dans les établissements scolaires». Khaled Ahmed a pointé du doigt la responsabilité des autorités locales. Il a, en outre, souligné les problèmes internes au niveau des APC qui font que le volet des cantines scolaires soit relégué au dernier plan. Khaled Ahmed soulève, par ailleurs, l'absence de suivi. «Si la décision de la création du Conseil de coordination et de concertation pour les écoles a été prise par les autorités depuis déjà quelques années, l'installation dudit organe de surveillance dans plusieurs communes tarde à voir le jour pour assurer des conditions de scolarisation acceptables dans

les écoles primaires», accuse notre interlocuteur. Le président de l'Union nationale de l'association des parents d'élèves a indiqué que «si le gouvernement a pris une série de mesures, notamment la promulgation du décret exécutif fixant le statut-type de l'école primaire, qui considère la gestion de ces écoles comme une «opération technique» exécutée par les collectivités locales, plusieurs établissements qui compte le pays ne sont toujours pas dispensés de ce service». En outre, Cette situation est intenable pour les parents d'élèves qui interpellent les autorités afin de trouver une solution au problème. Les enfants, quant à eux, se contentent de rentrer chez eux le ventre vide en attendant l'ouverture des cantines. Mahmoud, père de trois enfants, assure que la cantine de l'école de ses fils n'a pas encore ouvert ses portes

à Ain Benian. «Ma femme et moi travaillons tous les deux, et il n'y a personne pour prendre en charge nos enfants scolarisés notamment le plus jeune qui est en première année primaire. Ma femme l'attend tous les midis devant l'école pour aller manger, car la cantine de son établissement n'a pas encore ouvert ses portes». Et d'ajouter : «Cette situation ne peut pas durer car ma femme risque de perdre son travail». Enfin, pour justifier la fermeture des cantines scolaires, le manque de matériel ou même de personnel qualifié est souvent mis en avant. Mais une chose est sûre : ce problème paraît ne préoccuper personne, ni même le ministre de l'Education nationale qui, malgré les plaintes des parents d'élèves et les appels des associations des parents d'élèves, semble ne pas prendre en charge ce problème qui existe depuis des années. T. K.

Métro, tram, bus, téléphérique...

Les entreprises de transport affichent des pertes colossales

Le transport public de voyageurs est lourdement impacté par l'épidémie de coronavirus. Des entreprises assurant différents modes de transport traversent une situation financière difficile. Selon le directeur général de l'Entreprise du métro d'Alger (EMA), une perte de 13 milliards de dinars est accusée depuis la suspension des services en mars dernier, suite au confinement sanitaire. «Nous avons été lourdement impactés sur le plan financier par la situation sanitaire engendrée par le Covid-19, car nous sommes à l'arrêt depuis le 22 mars dernier et les pertes sont évaluées à plus de 13 milliards de dinars pour l'ensemble des modes de transport (métro, tramway, télé-

phériques et télécabines)», a déclaré M. Arezki lors d'une séance d'audition organisée par la commission des transports et des télécommunications de l'APN, présidée par par Châbane Laouaâr. Le DG de l'EMA a indiqué que les pertes concernent l'ensemble des modes de transport, précisant que son entreprise, qui est chargée de la gestion du transport en commun (métro, tramway, les transports par téléphérique et télécabine) dans les différentes villes du pays, s'est retrouvée subitement à l'arrêt. «Le seul mode qui a repris depuis le 17 juin dernier c'est le tramway mais avec une capacité de transport de 50 % seulement», explique-t-il.

«Actuellement, la situation financière est très déficitaire», a-t-il déploré, ajoutant que le système d'exploitation de ce genre de transport nécessite une maintenance régulière, même lorsqu'ils sont à l'arrêt. «Nous étions donc obligés de faire le roulage quotidien des rames tout au long de cette période (...) Cela a généré beaucoup de charges et de dépenses, en contrepartie, il n'y a pas eu de recettes», a-t-il déploré. De son côté, le président-directeur général (PDG) du Groupement du transport routier des voyageurs, Mokhtar Rezouk, a affirmé que le montant des pertes enregistrées s'élève à 15 milliards de dinars. L'orateur inclut dans son bilan le manque à

gagner enregistré par le métro, tramway, téléphériques et télécabines. M. Rezouk a indiqué, par ailleurs, qu'un protocole sanitaire a été élaboré par le ministère des Transports et permettra d'assurer un service sécurisé une fois la reprise autorisée. Le P-DG de la Société de gestion des gares routières d'Algérie (Sogral), Youcef Tessa, a indiqué, quant à lui, que la pandémie a induit une baisse du chiffre d'affaires de 75 %, soit une perte de 1.7 mds DA (...). «Néanmoins, l'entreprise a pu préserver les postes d'emploi», a-t-il poursuivi. Il est aussi à ajouter à ces pertes, celles des transporteurs privés, bus et taxis. Si une partie a repris le travail depuis quelques semaines,

LA QUESTION DU JOUR

Fêtes dangereuses

Suite de la page une

Le fait que les experts aient été unanimes pour affirmer que la mutation «britannique» ne diminue en rien l'efficacité des vaccinations, imminentes, n'a guère atténué la quarantaine imposée à la Grande-Bretagne. Les Etats européens ne veulent permettre le retour de leurs propres ressortissants ayant le malheur de se trouver dans ce pays qu'à la condition qu'ils produisent un document attestant de leur non-contamination. S'ils sont porteurs du virus, ils sont interdits d'entrée dans leur propre pays. Une restriction, une violation flagrante d'une liberté fondamentale plutôt, dont il n'a jamais été question auparavant. Et cela se produit à peu de jours du début de la vaccination dans l'Union européenne. Maintenant, il est vrai que le Royaume-Uni ne fait plus partie de cette dernière. Et qu'il est possible que sa mise en quarantaine s'explique plus par des motifs politiques que sanitaires. Reste qu'il n'est pas le seul à conjuguer vaccination et durcissement du confinement. L'Allemagne, la France, l'Espagne et l'Italie, font de même, certaines qu'elles sont toutes que la fin de l'année se payera par une flambée exceptionnelle sur le front de l'épidémie, dont il ne serait possible de sortir que moyennant un confinement ne le cédant en rien pour la sévérité à ceux ayant précédé. En France des voix s'élèvent déjà pour préconiser un confinement de plusieurs semaines dès le 26 décembre, c'est-à-dire dès la sortie de table de Noël. Les autorités sanitaires l'ont cependant exclu, mais dans un style qui laisse penser qu'elles pourraient bien s'y résoudre pour le 27. Si la vaccination maintenant imminente ne dispense pas de recourir à la seule méthode ayant montré quelque efficacité face à l'épidémie, à savoir le confinement, c'est peut-être parce qu'elle-même n'a pas encore fait ses preuves. On sait que les vaccins sont bons, mais on ignore encore de quelle durée sera la protection qu'ils procurent. Celle-ci se mesure-t-elle en mois ou en années ? Cela personne ne le sait encore.

M. H.

d'autres, ceux desservant les lignes inter-wilayas, sont à l'arrêt et des milliers d'employés au chômage. Si tous les secteurs, ou presque, sont affectés par la crise sanitaire due à la propagation du coronavirus, celui des Transports est l'un des plus touchés en raison d'une cessation d'activité prolongée et une reprise partielle, en application des mesures visant à limiter le risque de contagion du virus.

Aomar Fekrache

Giovanni Pugliese, nouvel ambassadeur d'Italie à Alger

«Une politique active dans les visas envisagée par l'Ambassade»

■ Le nouvel ambassadeur d'Italie à Alger, Giovanni Pugliese, s'est engagé mardi à renforcer les liens d'amitié et de coopération politique et économique entre les deux pays...

Par Meriem D.

L'amitié entre l'Italie et l'Algérie a des racines profondes qui remontent même avant l'indépendance algérienne, et cette amitié s'est toujours nourrie de la proximité géographique, des liens culturels et humains entre nos peuples et des échanges économiques", indique le diplomate italien dans un message adressé aux Algériens sur les réseaux sociaux.

Rappelant que l'Algérie est le premier partenaire commercial de l'Italie dans la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord) avec des échanges dépassant les 8 milliards de dollars, l'ambassadeur a souligné l'urgence de renforcer ce partenariat, d'autant que près de 200 sociétés italiennes sont présentes en Algérie.

L'ambassadeur cite, à cette occasion, certaines de ses priorités parmi lesquelles la "diversification" du partenariat, notamment dans des domaines comme la transition énergétique, l'industrie agroalimentaire et les nouvelles technologies.

Il s'est engagé aussi à "faciliter les collaborations" entre les PME et les start-up italiennes et

algériennes.

Sur le plan politique, M. Pugliese met en avant l'existence d'un "partenariat stratégique et historique, qui remonte à la période de l'indépendance algérienne et qui n'a jamais été suspendu".

Au volet international, M. Pugliese a fait part de la volonté de son pays de travailler avec l'Algérie afin de "faire face ensemble aux défis communs globales et régionales, comme la crise sanitaire liée au Covid-19 et ses conséquences économiques et géopolitiques dans la Méditerranée et le Sahel".

Sur un autre plan, il a indiqué que l'année 2021 "sera encore plus riche pour l'amitié algéro-italienne. Une dynamique absolument extraordinaire et sans précédent", a-t-il assuré.

Il s'est engagé ainsi à "renforcer les liens humains et culturels entre le peuple italien et le peuple algérien à travers la promotion de la langue italienne en Algérie, l'octroi de bourses d'études pour les étudiants algériens et l'organisation d'initiatives culturelles en coordination avec l'institut culturel italien d'Alger et l'école italienne Roma d'Alger".

"L'Ambassade d'Italie vise à promouvoir une politique active dans le domaine des visas", affirme le diplomate, rappelant



P.V.D. R.

que cette année, malgré Covid-19, "nous avons institué un mécanisme spécial qui a permis à beaucoup d'étudiants algériens de ne pas rater l'année universitaire en Italie".

Il a également rappelé que l'Italie "est le seul pays à avoir un centre visa dans l'extrême

sud algérien (Adrar)" promettant de "doubler les centres de visa en Algérie".

Enfin, il a rappelé que l'Italie a été l'un des premiers pays à être frappée de plein fouet par la pandémie, affirmant avoir "été personnellement touché par le nombre et la qualité des mes-

sages de solidarité qui, de partout en Algérie, ont été envoyés aux Italiens". "Cela témoigne de l'amitié entre les deux peuples et non seulement entre les deux pays. Ce sont les moments difficiles qui nous montrent les vrais amis", conclut-il.

M. D.

Exportation Réunion entre le ministère du Commerce et les pérateurs du rond à béton

LE MINISTRE délégué chargé du commerce extérieur, Aïssa Bekkai a présidé, mardi, une réunion avec les opérateurs activant dans l'industrie du rond à béton pour examiner les difficultés rencontrées à l'exportation, a indiqué un communiqué du ministère.

Organisée au siège du ministère, la réunion a été consacrée à l'examen des difficultés rencontrées par les exportateurs, notamment en termes de taxes en vigueur et de mécanismes de rationalisation des frais de transport et de logistique pour la promotion du produit national afin de mieux investir les marchés extérieurs, ajoute la même source.

La réunion s'inscrit dans le cadre d'une série de rencontres de concertation lancées par le ministère du Commerce avec les partenaires professionnels et les acteurs de la production et de l'exportation.

L. M.

Durant la dernière semaine

Arrestation de deux éléments de soutien aux groupes terroristes

Deux éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés à Khenchela par un détachement de l'Armée nationale populaire, durant la période du 16 au 22 décembre 2020, indique mercredi un bilan publié par le ministère de la Défense nationale.

"Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'Armée nationale populaire a arrêté 2 éléments de soutien aux groupes terroristes à Khenchela, tandis qu'un autre détachement de l'ANP a découvert et détruit une bombe de confection artisanale à Rélizane", est-il précisé dans ce bilan.

Selon la même source, "de grandes quantités de kif traité s'élevant à 24 quintaux et 58,632 kilogrammes, ayant été introduites via les frontières avec le Maroc" ont été saisies, lors d'opérations distinctes, durant cette période.

En outre, 37 narcotrafiquants ont été arrêtés par détachements combinés de l'ANP, en coordination avec les différents services de sécurité, lors de ces opérations menées "dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et en continuité des efforts intenses visant à contrecarrer le phénomène du narcotrafic dans notre pays".

Détaillant ces opérations exécutées "dans la dynamique des efforts continus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme", le bilan fait état

de la saisie, dans la zone d'Oum Laachar à Tindouf, d'une "importante quantité de kif traité s'élevant à 10 quintaux et 3 kilogrammes" par un détachement combiné de l'ANP.

A Nâama, "les Garde-frontières ont appréhendé, 5 narcotrafiquants de nationalité marocaine et saisi 6 quintaux et 87,670 kilogrammes de la même substance dans deux opérations", alors que "deux 2 narcotrafiquants ont été arrêtés à Béchar où 3 quintaux et 40,5 kilogrammes de kif traité et 320 grammes de cocaïne ont été saisis".

Dans le même contexte, trente narcotrafiquants ont été intercepté par des détachements combinés de l'ANP, les services de la Gendarmerie nationale et les Garde-frontières qui ont saisi également 4 quintaux et 27,462 kilogrammes de kif traité, 790 grammes de cocaïne et 18024 comprimés psychotropes, lors d'opérations distinctes menées à Adrar, Oran,

Tlemcen, Aïn Defla, Ouargla, Ghardaïa, Tébessa, Batna, Sétif, Annaba et Sidi Bel Abbès.

D'autre part, 197 individus ont été arrêtés à Tamanrasset, In Guezzam, Bordj Badji Mokhtar, Illizi et Tindouf par des détachements de l'ANP qui ont saisi également 35 véhicules, 333 groupes électrogènes, 148 marteaux piqueurs, 376 sacs de mélange de pierres et d'or brut, des outils de détonation et d'autres équipements utilisés dans des

opérations d'orpaillage illicite ainsi que 3,84 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande.

Neuf autres individus ont été arrêtés, et 8 fusils de chasse et un pistolet automatique ont été saisis lors d'opérations distinctes menées à Khenchela, Sétif, M'sila, Batna et Oum El Bouaghi, est-il précisé dans le bilan, soulignant que "des tentatives de contrebande de grandes quantités de carburants s'élevant à 23411 litres ont été déjouées à Tamanrasset, Adrar, Tébessa, Souk Ahras et El-Tarf".

Par ailleurs, des tentatives d'émigration clandestine ont été déjouées par les Gardes-côtes et les services de la Gendarmerie nationale qui ont procédé au sauvetage de 185 individus dont 17 émigrants de nationalité marocaine, à bord d'embarcations de confection artisanale à AïnTémouchent, Tlemcen, Mostaganem, Alger, Boumerdès, Annaba et El-Tarf, alors que 81 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à Tlemcen, Tindouf, Rélizane, Ouargla, Ghardaïa, Tamanrasset, Saïda et Djanet. Le ministère de la Défense nationale a estimé, à ce titre, que ces "multiples opérations ayant abouti à des résultats qualitatifs", "reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanentes de nos Forces armées à travers tout le territoire national".

Ghani Y.

Port pétrolier et gazier d'Arzew

Reprise graduelle des chargements des hydrocarbures depuis le 9 décembre

■ Le ministère de l'Energie a apporté des précisions concernant l'arrêt du port pétrolier et gazier de Arzew et Bethioua (Oran) survenu du 6 au 13 du mois courant, assurant que les chargements des hydrocarbures ont repris graduellement dès le 9 décembre, tandis que le méthanier Lalla Fatma N'soumer a chargé sa cargaison le 13 décembre.

Par Salem K.

«**N**ous tenons à informer l'opinion publique que cet arrêt, survenu depuis le début du mois de décembre, a été provoqué par les mauvaises conditions météorologiques, obligeant l'entrepreneur portuaire d'Arzew à consigner les ports d'Arzew et de Bethioua pour des périodes assez longues, conduisant à une perturbation de la navigation maritime», a précisé la Direction générale des hydrocarbures du ministère de l'Energie dans une note d'information publiée sur la page Facebook du ministère.

La même source a également indiqué que «la consignation des deux ports à compter du 6 décembre 2020 a par conséquent induit des retards allant de 3 à 13 jours, mais de façon discontinue, dans les programmes de chargement des navires de transport d'hydrocarbures destinés à l'exportation et pour le marché national». Le ministère a également fait savoir que «les chargements des hydrocarbures



PH.D.R.

ont repris graduellement dès le 9 décembre courant», tout en précisant que «le méthanier Lalla Fatma N'soumer, cité dans la presse, a chargé sa cargaison le

13 décembre, soit un retard de sept jours». Ces perturbations de chargement des navires «n'ont pas impacté la production en amont, et ce, grâce à la disponi-

bilité des capacités de stockage au nord et au sud, ainsi que leur bonne gestion par Sonatrach», a conclu le communiqué.

S. K.

Espagne

Révision en baisse à 16,4 % de la croissance

LE FORT rebond du PIB espagnol au troisième trimestre a été légèrement révisé en baisse à 16,4 %, contre une estimation initiale de 16,7 %, a annoncé hier l'Institut national de la statistique (INE).

Ce rebond de l'activité est intervenu après un effondrement du PIB au deuxième trimestre de 17,9 %, chiffre également révisé par rapport à l'estimation précédente de 17,8 %, en raison du strict confinement décrété au printemps pour combattre la première vague de la pandémie de coronavirus.

Malgré le rebond enregistré au troisième trimestre, le PIB affiche toujours un repli de 9 % en glissement annuel, poursuit l'INE dans son communiqué.

L'Espagne, l'un des pays européens les plus touchés par la pandémie, devrait connaître en 2020 le plus fort recul du PIB parmi les pays occidentaux, avec une chute de 12,8 % selon les dernières prévisions du Fonds monétaire international (FMI).

Le gouvernement prévoit, lui, un recul de 11,2 %.

La reprise a été sapée au troisième trimestre par les nouvelles restrictions prises pour freiner la deuxième vague de la pandémie.

Le tourisme, l'un des piliers de l'économie espagnole, a notamment vécu un été catastrophique, avec une chute d'environ 75 % des arrivées de touristes étrangers.

R. E.

Asie

Les grandes Bourses terminaient hier en hausse

Les grandes Bourses asiatiques ont terminé dans le vert hier, écartant les inquiétudes liées au rejet par Donald Trump du plan de relance américain adopté lundi par le Congrès, qu'il a qualifié de «honte». A Tokyo, l'indice vedette Nikkei a progressé de 0,33 % à 26 524,79 points, alors qu'il avait brièvement annulé ses gains initiaux à la suite de l'annonce du président américain. L'indice élargi Topix a gagné 0,23 % à 1 765,21 points.

Dans la première heure des échanges, Donald Trump a rejeté le plan de relance de quelque 900 milliards de dollars adopté par le Congrès, en le qualifiant de «honte» et en réclamant des modifications.

Ce plan, qui avait mis des mois à voir le jour en raison de négociations très difficiles entre élus démocrates et républicains, ne peut entrer en vigueur sans la signature du Président des Etats-Unis.

Mais ce n'est qu'un revers temporaire, car cela ne change pas «le fait que le plan d'aide sera de toute façon adopté dès que l'administration Biden sera aux commandes», a estimé l'analyste Hajime Sakai, cité par Bloomberg.

Malgré d'autres facteurs

négatifs, comme les inquiétudes sanitaires persistantes et les difficiles négociations post-Brexit entre Londres et Bruxelles, les investisseurs à Tokyo ont préféré partir à la chasse aux bonnes affaires avant les fêtes de fin d'année.

A Hong Kong, l'indice Hang Seng a gagné 0,86 % à 26 343,10 points.

L'indice composite de Shanghai a progressé de 0,76 % à 3 382,32 points et celui de Shenzhen a pris 0,74 % à 2 281,24 points.

Wall Street sans direction malgré le vote d'un plan de soutien

La Bourse de New York a terminé en ordre dispersé mardi, saluant l'approbation par le Congrès américain d'un nouveau plan de relance mais inquiète de la recrudescence du virus.

L'indice des valeurs vedettes, le Dow Jones Industrial Average, a reculé de 0,67 % à 30 015,51 points et le S&P 500 de 0,21 % à 3 687,26 points.

Le Nasdaq, à forte coloration technologique, a en revanche gagné 0,51 % à 12 807,92 points, terminant à un

record. «Les craintes autour des conséquences du virus et de nouvelles restrictions freinent l'enthousiasme initial lié au passage de mesures de relance budgétaire et d'un paquet d'aides gouvernementales attendus depuis longtemps», notent les expert des Charles Schwab.

Après des mois d'après négociations, les parlementaires américains se sont accordés lundi soir sur une enveloppe de quelque 900 milliards de dollars pour venir en aide aux secteurs et aux acteurs de l'économie les plus durement frappés par la récession.

Le plan doit désormais être ratifié par le Président américain Donald Trump, qui a signé mardi une loi de court terme pour maintenir le financement du gouvernement fédéral jusqu'au 28 décembre.

Mais dans le même temps, les investisseurs ont suivi avec appréhension les développements sur le front sanitaire, notamment la découverte d'une variante du coronavirus sur le territoire britannique.

De nombreux pays européens ont décidé de fermer temporairement leurs liaisons terrestres et aériennes avec le Royaume-Uni, mais la

Commission européenne a recommandé mardi aux Etats membres de l'UE de faciliter la reprise du trafic.

Les acteurs du marché ont également pris connaissance mardi avant l'ouverture de la Bourse de la révision en légère hausse de l'estimation de croissance du Produit intérieur brut (PIB) américain au troisième trimestre. Le département du Commerce table désormais sur une hausse de 33,4 % en rythme annualisé contre 33,1 % précédemment.

Parmi les valeurs du jour, Peloton a grimpé de 11,65 %. Le spécialiste américain des vélos d'appartement connectés, dont la popularité a explosé pendant les confinements, a annoncé lundi soir son intention d'acquiescer le fabricant d'équipements de fitness Precor pour 420 millions de dollars.

Apple a pris 2,85 % après des informations de presse selon lesquelles le géant californien pourrait commencer à fabriquer des véhicules électriques en 2024.

Alaska Airlines a gagné 0,26 %. Le transporteur aérien a annoncé mardi l'achat de 23 Boeing 737 MAX 9 supplémentaires qui doivent remplacer dans quelques années la

plupart des avions Airbus A319 et A320 de sa flotte. United Airlines (-3,85 %) et American Airlines (-2,46 %) ont baissé. Les deux compagnies aériennes américaines ont annoncé qu'elles allaient réembaucher leurs employés mis au chômage technique après le passage du plan de soutien au Congrès.

La Bourse de Tokyo sans énergie après le rejet du plan américain par Trump

Après avoir démarré hier en hausse, la Bourse de Tokyo annulait ses gains dans la foulée du rejet par Donald Trump du plan de relance américain adopté la veille par le Congrès, qu'il a qualifié de «honte». L'indice vedette Nikkei stagnait (+0,01 % à 26 439,51 points) vers 01h10 GMT, après avoir gagné plus de 0,5 % en début de séance, tandis que l'indice élargi Topix perdait 0,14 % à 1 758,66 points.

Dans la première heure des échanges à Tokyo, Donald Trump a rejeté le plan de relance de quelque 900 milliards de dollars adopté par le Congrès, en le qualifiant de «honte» et en réclamant des modifications.

Amar Gh.

Intempéries à Jijel

Un rapport détaillé sur les dégâts pour prendre les mesures nécessaires

■ Une commission a été dépêchée à Jijel par le ministre des Ressources en eau, suite aux récentes intempéries enregistrées dans cette wilaya, pour élaborer «un rapport détaillé sur les effets des ruissellements pluviaux en prévision de la prise de mesures idoines», a indiqué le responsable de la commission.

Par Anis Z.

«Un rapport détaillé sera présenté au ministre des Ressources en eau pour prendre les mesures nécessaires», a affirmé M. Laadjel dans une déclaration à la presse, en marge de l'inspection effectuée par les membres de la commission aux divers sites sinistrés par les ruissellements torrentiels.

Le responsable de la commission a également souligné qu'une étude est en cours au niveau du ministère de tutelle à l'effet de déterminer «l'ensemble des points noirs à travers le pays, afin d'établir un plan d'intervention étalé sur plusieurs années pour éliminer les risques d'inondations». De son côté, le directeur général de l'Office national d'assainissement (ONA), Abdelkader Rezak, a indiqué que les services de l'ONA, dépêchés à Jijel, utilisent une caméra de pointe capable de pénétrer dans les longs tunnels inaccessibles à l'homme pour déterminer la présence d'obstacles les obstruant



en vue d'intervenir pour les enlever et éviter de futures inondations. Des pluies torrentielles s'étaient abattues la nuit de dimanche à lundi, causant l'effondrement partiel du pont d'Oued El Kantra à l'entrée orientale de la wilaya de Jijel et charriant 18 véhicules.

A. Z.

Intempéries à Skikda

Des instructions pour enlever les déblais des chantiers

Le wali de Skikda, Abdelkader Bensaïd, a donné mardi des instructions fermes aux responsables des différents secteurs concernés à l'effet de sommer les entrepreneurs d'évacuer les débris de leurs chantiers dans les plus brefs délais, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

Lors d'une réunion d'urgence d'évaluation de la situation au lendemain des intempéries ayant affecté la wilaya et des mesures à prendre concernant «les points noirs» constatés, le chef de l'exécutif local a insisté sur «l'urgence d'évacuer les déblais cumulés dans les différents chantiers, considérés comme la cause principale dans l'obstruction des avaloirs dans les régions basses de la ville notamment», a déclaré la même source à l'APS.

«Des sanctions seront prises à l'encontre des contrevenants», a averti le chef de l'exécutif local.

Le wali a également instruit les responsables de tous les secteurs à l'effet de saisir «en temps réel» les parties concernées, s'agissant de cas d'urgences ou autres incidents pouvant survenir dans la wilaya, «pour des interventions efficaces et à temps», a-t-on indiqué.

Abdelkader Bensaïd a insisté également sur la mobilisation de tous les moyens d'intervention nécessaires relevant du secteur des Travaux publics et des communes et de les positionner à proximité des points noirs recensés, notamment aux entrées des villes, sur les abords des oueds et dans les quartiers abritant des habitations précaires et bidonvilles.

Le chef de l'exécutif local a donné des instructions pour la réalisation d'un plan d'urgence de prévention des dangers des intempéries et la présentation d'un état des lieux quotidien sur la situation durant la période

des intempéries.

La direction locale des travaux publics s'emploie depuis lundi à la réouverture des différents tronçons de route fermés en raison de l'accumulation d'eau et de boue, a-t-on rappelé, relevant «un retour progressif à la normale».

Pour rappel, la périphérie de la ville de Skikda a connu lundi de fortes précipitations, causant une augmentation du niveau des eaux dans plusieurs cités et habitations et la fermeture de plusieurs axes routiers, notamment à l'entrée principale du chef-lieu de wilaya, à la cité Hamrouche-Hamoudi, dans la commune Hamadi Krouma, suite au glissement de terrain et l'accumulation de la boue sur la route. A la ville de Skikda, hormis l'accumulation des eaux au collège d'enseignement moyen (CEM) Ibn Djoubir, aucun incident n'a été relevé, a-t-on noté.

Hatem B.

Constantine

Un individu placé en détention provisoire pour avoir amputé la main d'une personne

Le juge d'instruction près le tribunal d'El Khroub a ordonné le placement d'un individu en détention provisoire pour avoir amputé la main d'une personne à la circonscription administrative d'Ali-Mendjeli (Constantine), indique un communiqué du parquet près le tribunal en question.

L'affaire qui remonte au 18 décembre dernier a été traitée

suite à un appel téléphonique reçu par la salle de transmission, faisant état de la réception au niveau du service des urgences de l'établissement hospitalier Ali-Mendjeli d'une personne victime d'une agression à l'arme blanche qui a conduit à l'amputation de sa main, note la source.

Après avoir informé le parquet près le tribunal d'El Khroub, les éléments de la police judiciaire

se sont rendus sur place et ont lancé les investigations préliminaires, ajoute-t-on de même source. L'enquête préliminaire a permis la localisation du mis en cause, lequel a pris la fuite, juste après avoir commis son crime, vers la wilaya de Setif, au domicile d'un de ses proches.

Lors de son arrestation, le mis en cause a reconnu les faits qui lui étaient reprochés.

Après sa présentation devant le parquet près le tribunal d'El Khroub, le mis en cause a été inculpé pour «tentative d'homicide volontaire avec préméditation».

A l'issue de l'audition de l'accusé, le juge d'instruction a ordonné sa mise en détention provisoire, conclut le communiqué.

Halim N.

Alger Arrestation de trois individus et saisie d'une importante quantité de psychotropes

LES ÉLÉMENTS de la Sûreté d'Alger ont arrêté trois individus impliqués dans le trafic de drogue dure et de psychotropes et saisi une importante quantité de comprimés psychotropes, a indiqué un communiqué de ces services.

«Cette opération a permis l'arrestation de trois mis en cause âgés de 20 à 35 ans et la saisie de 850 comprimés de drogue dure, 57 comprimés psychotropes, une plaquette de cannabis et de l'argent liquide», précise le communiqué.

Les mis en cause ont été déférés devant les juridictions territorialement compétentes.

Par ailleurs, «trois individus, impliqués dans une rixe à l'arme blanche sur la voie publique au niveau de la circonscription administrative de Bir Mourad Rais, ont été arrêtés, dans l'attente de l'arrestation de six autres individus impliqués dans la même affaire».

O. N.

Campagne «un hiver chaud» à Oran 200 personnes nécessiteuses bénéficient de vêtements et de couvertures

QUELQUE 200 personnes nécessiteuses bénéficient de vêtements, de couvertures, de matelas et autres, dans la wilaya d'Oran dans le cadre de la campagne «un hiver chaud», organisée par le conseil «Souboul El Kheirat» relevant de la direction des affaires religieuses et wakfs, a indiqué le président du conseil.

Le cheikh Bachir Bahri a indiqué à l'APS que la campagne, lancée fin novembre dernier, comporte divers effets pour l'hiver, collectés auprès des bienfaiteurs.

Cette campagne de solidarité, qui se poursuit tout au long de la saison hivernale, cible les pauvres, les orphelins et les veuves dans différentes communes de la wilaya et notamment les zones d'ombre.

D'autre part, le conseil «Souboul El Kheirat» distribue, dans le cadre de cette campagne, 150 repas chauds par jour aux sans-abri, aux passants et aux pauvres, a-t-on fait savoir.

Afin de faire bénéficier un grand nombre possible de personnes dans le besoin, cette instance caritative lance un appel aux citoyens sur son site Internet les exhortant à faire don de denrées alimentaires, de vêtements d'hiver et autres fournitures au niveau de la mosquée «Emir Abdelkader» de Hai «El Barki».

Ania B.

Festival du théâtre professionnel de Guelma

L'association Numidie remporte le premier prix

■ La pièce «Nesstenaw fi el-hit», de l'association «Numidie» de Bordj Bou-Arréridj, a remporté la première place du Festival culturel local de théâtre professionnel de Guelma. Cette 12^e édition du festival a été exceptionnellement virtuelle à cause de la pandémie de Covid-19. Cette première place assure à la troupe la participation au Festival national du théâtre professionnel d'Alger. Quant aux autres troupes, elles recevront des prix d'encouragement, précise Rachid Djerour, commissaire du festival.

Par Abla Selles

Tous les rendez-vous culturels qui n'ont pas été annulés sont organisés en version virtuelle. C'est le cas du Festival national du théâtre professionnel de Guelma qui se déroule d'habitude sur les planches du théâtre régional Mahmoud-Triki de Guelma. Cette année, le festival a été organisé en ligne, du 17 au 21 du mois de décembre courant. En effet, cet événement organisé sous le thème «Recours à la numérisation artistique» vient d'annoncer les noms des lauréats de la douzième édition. Le premier prix est revenu à l'association «Numidie» de Bordj Bou-Arréridj pour la pièce «Nesstenaw fi el-hit». Cette première place assure à la troupe sa participation au Festival national de théâtre professionnel à Alger. Des prix d'en-

couragement seront décernés aux autres troupes, a précisé le commissaire du festival, M. Djerour.

La seconde place de ce festival local est revenue à la pièce «Sine Nenni», de la compagnie théâtrale Machahou de Tizi Ouzou, tandis que la troisième place est allée à «Peinture spéciale», coproduite par la coopérative culturelle Teftika pour le théâtre et les arts et le théâtre régional d'El Eulma (Sétif).

Le jury s'est basé, dans son évaluation des six spectacles en lice, sur des critères artistiques, esthétiques et techniques incluant le texte, la scénographie et le jeu des comédiens, a déclaré le jury composé de Lotfi Bensebaa (président), Abdelouahab Bouhamam et D'Kenza Mebarki, dans son communiqué publié mardi sur la page officielle du théâtre régional de Guelma (TRG)



«Mahmoud-Triki». Le jury a salué les efforts déployés par l'équipe d'organisation pour cette édition numérique incluant la tenue de conférences animées par une pléiade de professionnels du théâtre arabe sur le

thème du «théâtre et de la culture» et «la diffusion des spectacles sur les pages Youtube et Facebook du TRG».

Le Festival culturel local de théâtre professionnel de Guelma est une manifestation

annuelle qui met en lice des troupes actives dans les wilayas de l'Est, du Sud-Est et du Centre, pour un ticket de qualification au Festival national du théâtre professionnel à Alger. A. S.

Parution de «Un jour idéal pour mourir»

Un roman de Samir Kacimi traduit vers le français

Le roman «Un jour idéal pour mourir», une œuvre sur la vie et la mort dans une société usée par ses contradictions, de l'écrivain Samir Kacimi, a été traduit vers le français par Lotfi Niya et publié récem-

ment en Algérie aux éditions Barzakh. Sorti en 2009 dans sa version originale en langue arabe sous le titre de «Yawm raï li-Imawt», ce roman, édité en premier chez l'édition Acte Sud en France (propriétaire des droits de traduction), raconte la mésaventure d'un journaliste quadragénaire qui, après avoir vu ses aspirations et ses rêves se volatiliser, décide de se jeter du haut d'un immeuble dans la banlieue d'Alger. Pour que la presse parle de lui et de son suicide inabouti, Halim Bensebaa s'est écrit une lettre qu'il s'était envoyée à sa propre adresse en expliquant les raisons de cette entreprise

désespérée. Son ami Omar Tounba a également décidé de mettre fin à ses jours après avoir perdu tout espoir d'épouser sa petite amie, malgré sa forte personnalité censée, pourtant, lui permettre de surmonter les difficiles épreuves difficiles de la vie. Mais Halim, ce «pauvre» intellectuel aux principes incompatibles avec une société recluse et guidée par ses instincts, n'a pas réussi à mettre en œuvre son «plan suicidaire». Le roman s'articule dans son intégralité autour de ces deux protagonistes, décrits comme des exemples de personnes inactives dans une société cynique. En filigrane,

cette fiction de 117 pages se lit comme un récit intrigant de la vie et de la mort dans un dualisme fascinant et philosophique, invitant à interroger le réel par la fiction et l'absurde. Soutenu par une description aiguisée et construction originale, le roman porte un regard critique sur les dérives d'une société en perte de repères, que l'auteur et narrateur de cette fiction restitue en bravant sans ambages les interdits qui l'étouffent. A travers l'histoire du journaliste, l'auteur dresse une autopsie d'une société éprouvée par ses propres contradictions et décrite dans ses maux et interdits que l'auteur

a su adoucir en usant d'images fortes, d'humour et d'ironie.

Avocat de formation et journaliste de métier, Samir Kacimi, né en 1974 à Alger, est l'auteur de plusieurs romans, notamment «Un jour idéal pour mourir», «Kitab el Machaa», Grand prix Assia-Djebar du roman en langue arabe en 2016 ou encore «L'amour au tournant» traduit en français et publié en Algérie et en France.

Natif d'Alger et établi en France, Lotfi Niya a traduit plusieurs œuvres d'auteurs algériens à l'image de Bachir Mefti et Hmdia Ayachi, entre autres. M. K.

Décès

Le comédien français Claude Brasseur n'est plus

LE COMÉDIEN français Claude Brasseur, qui a marqué des générations avec des films à succès et a tourné dans une centaine de films, est décédé mardi à l'âge de 84 ans, a annoncé son entourage.

Issu d'une longue lignée de comédiens, fils de Pierre Brasseur et d'Odette Joyeux, et père d'Alexandre, cet acteur au regard vif, était populaire et polyvalent, aussi à l'aise dans le film policier que dans la comédie. Il appréciait autant le cinéma et la télé que le théâtre. En 1977, il a reçu le César du meilleur acteur dans un second rôle pour la comédie «Un éléphant ça trompe énormément», puis la consécration trois ans plus tard, avec le César du meilleur acteur pour «La guerre des polices». Au total, en plus de 60 ans de carrière il aura tourné dans plus de 110 films, et restera notamment associé au père de Sophie Marceau dans «La Boum», film culte des années 80. Il continuait d'apparaître régulièrement à l'écran, jusqu'aux trois volets de la comédie «Camping» dans les années 2000. R. C.

Pour célébrer Noël, Carla Bruni offre un joli cadeau à ses fans. Elle dévoilera son nouveau clip «Un grand amour», extrait de son album «Carla Bruni». Pour cette vidéo, Carla Bruni a invité trois personnes très importantes pour elle : sa mère Marisa, son fils Aurélien et sa fille Giulia.

C'est sur Instagram, le 22 décembre qu'elle a dévoilé la surprise. Sur les vidéos extraites de son dernier clip on aperçoit sa mère, une concertiste italienne qui danse avec son petit-fils. Giulia fait aussi une apparition masquée avec un petit chien.

«Êtes vous prêts pour le grand amour ?», a-t-elle écrit en légende de ses publications.

En juillet, Carla Bruni avait signé son retour avec le titre «Quelque chose». Cela faisait 7 ans que la chanteuse n'avait plus chanté en français, depuis son morceau «Little French Songs».

Le 9 octobre dernier elle a sorti son nouvel album intitulé «Carla Bruni».

R. C.

Pour célébrer Noël

Carla Bruni offre un clip à ses fans

«Pieces of a Woman»

Netflix retire Shia LaBeouf de la promo

La promotion se fera sans lui. Le site d'infos IndieWire a constaté que l'acteur américain Shia LaBeouf, récemment accusé par son ex-femme FKA Twigs de l'avoir agressée, avait été retiré de la campagne du film «Pieces of a Woman».

Le long-métrage, qui doit être

mis en ligne sur Netflix au début du mois de janvier, est très attendu. Réalisé par le cinéaste hongrois Kornél Mundruczó («La lune de Jupiter», «White God»), il a valu à sa actrice principale, Vanessa Kirby, le prix de la meilleure actrice au dernier Festival de Venise, la plaçant en bonne position dans la course

aux Oscars. Shia LaBeouf, avec qui la comédienne de «The Crown» partage l'affiche, en est exclu. Sur la page «For Your Awards Consideration», qui rassemble toutes les informations publicitaires liées au film, le nom du comédien de 34 ans n'apparaît plus dans le synopsis ni dans la liste des candidats pour la sta-

tuette du meilleur acteur.

D. F.

Agend'Art
Maison de la culture
Ahmed-Redha-Houhou
de Biskra
Jusqu'au 28 décembre :
Exposition de l'artiste-peintre
Housseem Laala.



Afghanistan

Des policiers aident leurs «frères» talibans à se réinsérer

■ Ancien responsable taliban, Haji Lala a renoncé aux armes, se tournant il y a près d'un an vers des policiers afghans pour rentrer chez lui dans la province de Kandahar (sud) et y reprendre une vie normale.

Par Mourad M.

Pendant 12 ans, Haji Lala a été un chef militaire taliban et même un membre du gouvernement parallèle des «étudiants en religion» chargé d'administrer les districts sous leur contrôle.

Il dit avoir été enlevé et gardé captif pendant deux ans et demi au Pakistan par l'Inter-Services Intelligence (ISI), agence de renseignement militaire pakistanaise accusée de soutenir les talibans, qui recherchait un espion en leur sein.

Une fois libéré, sous l'influence d'un ami taliban ayant fait défection, il s'est résigné à rentrer avec sa famille dans son district natal de Panjwai.

Il a contacté Sultan Mohammad Hakimi, l'ancien chef de la police locale, qui a aidé une centaine d'ex-talibans à retourner à la vie civile dans la province de Kandahar, bastion historique des insurgés.

«Je pensais que (...) peut-être ils me livreraient aux troupes américaines», raconte à l'AFP Haji Lala, assis dans une modeste maison de terre, le visage fatigué et à moitié chaché par un châle couleur olive pour présen-

ter son anonymat.

Mais, contrairement à ses craintes, il a été très bien reçu. «Quand je suis arrivé, les gens – amis, villageois – sont venus me rencontrer pendant dix jours, comme si c'était un mariage», se remémore-t-il.

«J'ai bonne réputation dans le village. La police se comporte bien avec moi. Je m'y sens parfaitement bien», ajoute le vieil homme, qui a retrouvé ses terres et quelques têtes de bétail.

Haji Lala dit avoir «peur» des talibans, qui le menacent régulièrement. Mais il affirme avoir convaincu plusieurs dizaines d'insurgés de déposer les armes.

Parmi eux, figurent des prisonniers relâchés cette année dans le cadre d'un échange avec le gouvernement. «Je les ai exhortés à rester chez eux et à ne pas retourner sur le champ de bataille», assure-t-il.

Le projet de réinsertion dont il a bénéficié, dans lequel le gouvernement n'est pas impliqué, avait été imaginé par le puissant chef de la police de Kandahar, le général Abdul Raziq, féroce opposé aux talibans qui l'ont assassiné en 2018.

La police est la cible d'at-

taques récurrentes des insurgés. Mais, à Panjwai, Sultan Mohammad Hakimi a su nouer des relations de confiance avec des talibans originaires de sa région.

«Nous les avons invités à venir ici en leur disant que personne ne les agresserait», explique l'ancien policier, âgé d'une soixantaine d'années. «Si leurs fermes avaient été détruites, nous les avons aidés à les reconstruire. S'ils n'avaient pas d'eau, nous leur avons creusé des puits».

Il se félicite d'avoir contribué ainsi aussi bien à une indispensable réconciliation qu'à «affaiblir le leadership des talibans», et entend continuer de la sorte.

A son arrivée à la tête de la police du district en 2013, il avait multiplié les opérations de nettoyage dans chaque village.

Cette approche mêlant dialogue et fermeté a fait, dès 2014, de Panjwai l'une des zones les plus sécurisées de la province. Début novembre, toutefois, les talibans ont repris une partie du district dans le cadre d'une offensive plus large.

Des efforts de réinsertion d'anciens talibans «apparaissent ici ou là de temps en temps dans le pays, mais c'est très sporadique», note Andrew Watkins, analyste pour l'International Crisis Group.

«En fait, la plupart de ces tentatives ont échoué car elles n'ont jamais pu convaincre les commandants de haut rang de débaucher beaucoup de leurs combattants», ajoute-t-il.

Sultan Mohammad Hakimi



PH. > D. R.

coopère avec Tadin Khan, le frère et successeur du général Raziq. «Nous avons aidé (ces ex-talibans) à se réintégrer et nous continuerons à les aider, ce sont nos frères», déclare celui-ci, sans rancune.

«Le gouvernement et cette terre appartiennent à tous les Afghans. Si nous avons le droit de vivre, les talibans aussi, mais de vivre en paix, pas de vivre comme ça en menant des attaques suicides et en tuant les gens», précise-t-il.

Les talibans ont dirigé l'Afghanistan de 1996 à 2001. Chassés du pouvoir par une coalition menée par les États-Unis, ils ont ensuite lancé une guérilla.

Ils contrôlent ou contestent aujourd'hui plus de la moitié du territoire afghan et négocient parallèlement avec le gouverne-

ment, alors que Washington a prévu de retirer toutes ses troupes d'ici à mai 2021.

Mullah Rauf, 48 ans, a été un commandant taliban pendant la moitié de sa vie. Lui aussi a fait revenir sa famille du Pakistan, pour se réinstaller à Panjwai, faisant confiance à Tadin Khan.

Haji Ahmadullah Khan, 53 ans, un autre ex-commandant taliban, a suivi exactement le même parcours et s'est installé avec toute sa famille à Aino Mina, un quartier aisé de Kandahar.

«Je n'ai plus d'armes ni de gardes du corps. (Mais) je ne pense pas que nous aurons des problèmes», glisse-t-il, confiant, pendant que son fils et celui de Sultan Mohammad Hakimi discutent et rigolent comme de vieux amis.

M. M.



Commentaire

Sanctions

Par Fouzia Mahmoudi

Erdogan n'a pas seulement réussi ces dernières années à lourdement dégrader ses relations avec l'Europe, il a aussi fortement ébranlé les liens puissants qu'avait son pays avec les États-Unis. Toutefois, la Turquie reste un pays avec lequel Washington ne veut pas se brouiller de par sa position géo-politique hautement stratégique. C'est ainsi que le chef de la diplomatie américaine, Mike Pompeo, a assuré à son homologue turc, Mevlut Cavusoglu, que les sanctions américaines imposées lundi à Ankara pour son acquisition du système de défense aérienne russe S-400, n'étaient pas destinées à affaiblir la défense turque. Au cours d'un entretien cette semaine avec le ministre turc des Affaires étrangères, Mike Pompeo a «souligné que l'objectif des sanctions était d'empêcher la Russie de recevoir des revenus, un accès et une influence substantiels aux systèmes de défense turcs», a indiqué son porte-parole, Cale Brown. Les sanctions «ne sont pas destinées à affaiblir les capacités militaires ou le niveau de préparation au combat de la Turquie ou d'autres alliés ou partenaires des États-Unis», a ajouté le porte-parole. Le secrétaire d'État américain a aussi «appelé la Turquie à régler le problème des S-400 d'une façon conforme aux décennies de coopération de défense entre nos pays et à revenir à ses obligations de membre de l'Otan pour acheter des armements compatibles avec ceux de l'Otan», a-t-il conclu. Les États-Unis avaient annoncé lundi des sanctions contre la Turquie pour son acquisition du S-400, interdisant désormais l'attribution de tout nouveau permis d'exportation d'armes à l'agence gouvernementale turque en charge des achats d'armement, le SSB. La décision prévoyait aussi des sanctions contre le président du SSB, Ismail Demir, ainsi que d'autres dirigeants de cette agence. Le Président Recep Tayyip Erdogan a dénoncé ces sanctions hier. «De quel type d'alliance s'agit-il ? Cette décision est une attaque ouverte contre notre souveraineté», s'est-il indigné. «C'est un prétexte. Le vrai but est de stopper l'élan de notre pays dans l'industrie de la défense et de nous rendre de nouveau complètement dépendants». Reste à voir si Erdogan et le prochain gouvernement de Joe Biden réussiront à entretenir de meilleures relations, ou si le Président turc continuera, malgré une future administration américaine qui s'annonce bien moins polarisante, à se montrer aussi provocateur qu'il le fut sous le mandat de Donald Trump. F. M.

États-Unis

Moscou croise le fer avec Biden à un mois de sa prise de fonction

A un mois de l'entrée en fonction de Joe Biden, Moscou s'en est pris hier à la future administration américaine qualifiée de «russophobe», après des propos combatifs du locataire à venir de la Maison-Blanche.

«Nous n'attendons rien de bon du futur président américain», a lâché dans un entretien à l'agence de presse Interfax le vice-ministre russe des Affaires étrangères chargé notamment des relations avec les États-Unis, Sergueï Riabkov.

Sans élaborer, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a lui aussi indiqué ne voir «rien de positif» se profiler.

«Ce serait étrange d'attendre du bien de gens qui, pour beaucoup d'entre eux, ont fait leur carrière sur la russophobie, en déversant du fiel sur mon pays», a jugé M. Riabkov.

Quelques heures plus tôt, le président élu Joe Biden avait

promis de répondre à la gigantesque cyberattaque attribuée à la Russie qui a visé son pays.

«Quand j'aurai été informé de l'étendue des dégâts et de l'identité des responsables, ils peuvent être sûrs que nous répondrons», a-t-il menacé mardi.

Il a aussi reproché à Donald Trump de minimiser le rôle supposé de la Russie, alors que des membres de son administration dénonçaient la responsabilité de Moscou dans les attaques ayant visé des services fédéraux aux États-Unis.

Washington a adopté de multiples trains de sanctions contre la Russie, notamment du fait de piratages informatiques et d'accusations d'ingérence dans la présidentielle de 2016. Le camp démocrate de Joe Biden estime que Moscou a tout fait pour faire élire M. Trump et accusé son entourage de collusion avec les Russes. Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï

Lavrov, a ainsi commenté hier de récentes mesures américaines visant des entreprises russes mais aussi chinoises comme une nouvelle illustration «de la politique hostile des États-Unis», promettant «une réplique».

Ces derniers échanges d'amabilités interviennent alors que diplomates russes et américains ont moult dossiers à régler dès la prise de fonction de M. Biden, le 20 janvier.

En haut de la liste, le renouvellement ou non du traité de désarmement New Start qui expire en février, dernier grand accord bilatéral régissant une partie des arsenaux nucléaires des deux adversaires géopolitiques.

Autre sujet, le sauvetage de l'accord sur le nucléaire iranien. Les signataires comptent sur Joe Biden pour revenir à ce texte comme il l'a promis, après tous les efforts de l'administration Trump pour y mettre fin.



Angleterre

Mahrez buteur contre Arsenal

TITULARISÉ en League Cup hier après deux passages sur le banc en Premier League, Mahrez a profité de l'absence de De Bruyne pour exécuter un coup franc et marquer contre Arsenal. Alors que le score était de 1-1 à la mi-temps, à la 52^e minutes Manchester City obtient un coup franc quasiment plein

axe à l'entrée de la surface. L'Algérien se place tout comme Fernandinho, avant de placer une frappe forte et bien enroulée du pied gauche que Runarsson tenter de boxer mais qui termine dans ses filets. Par la suite, City s'impose finalement sur le score de 4-1 à l'Emirates Stadium, se qualifiant pour les demi-finales.

Mondial-2021 de handball

Défaite de l'Algérie face à la Pologne

LA SÉLECTION algérienne de handball s'est inclinée face à son homologue polonaise sur le score de 24 à 26, en match amical de préparation au Mondial-2021, disputé mardi à Wladyslawowo. C'est le deuxième test match entre les deux sélections nationales, après la victoire des Algériens (26-23) lors de la première confrontation, disputée lundi. Le Sept national, en stage en Pologne jusqu'au 30 décembre, poursuivra sa préparation en prenant part au tournoi international de Varsovie prévu du 27 au 29

décembre, regroupant trois équipes. Outre la Pologne (pays hôte) et l'Algérie, ce tournoi verra également la participation de la Russie. Le Sept national effectuera par la suite un ultime stage précompétitif à Manama (Bahreïn) à partir du 6 janvier, avec au menu deux matchs amicaux face à la sélection locale les 8 et 10 janvier. Le départ pour le Caire se fera à partir de Manama le 11 janvier. Au Mondial-2021, l'Algérie fait partie du groupe F aux côtés du Maroc, du Portugal et de l'Islande.

Ligue nationale de football amateur

Consultation écrite à trois variantes pour la saison 2020/2021

LA LIGUE nationale de football amateur (LNFA) a annoncé mardi avoir soumis aux clubs de Ligue 2 trois variantes possibles pour la saison 2020/2021, et parmi lesquelles ils devront en choisir une, pour permettre le déroulement de la compétition en cette conjoncture exceptionnelle de pandémie. «La LNFA sollicite les clubs de Ligue 2 pour une consultation écrite, au sujet du championnat de la saison 2020/2021, dont le coup d'envoi est prévu au mois de février prochain», a indiqué l'instance dans un communiqué, publié sur son site officiel, arguant d'une «impossibilité de reprendre la compétition suivant la formule classique», consistant en une compétition en aller et retour, avec deux groupes de dix-huit clubs chacun.

Selon l'instance présidée par Ali Malek, «il est désormais nécessaire de trouver un autre moyen, pour permettre le déroulement du championnat de Ligue 2», d'où cet appel à l'intention des clubs, pour donner leur avis. La première variante proposée consiste à maintenir la formule des deux groupes, avec dix-huit clubs chacun, et avec le déroulement à huis clos des 17 journées, en aller simple. «Les champions des deux groupes accèdent en Ligue 1, alors que les formations classées aux six dernières places de chaque groupe (6×2=12) rétro-

graderont en Division nationale amateur (DNA)», précise encore l'instance, à propos de cette première variante. Concernant la deuxième variante, elle consiste à répartir les clubs en trois groupes de 12 chacun. Le championnat se jouera à huis clos, en aller/retour, et en vingt-deux journées. «Les clubs classés à la 1^{re} place dans les trois groupes disputeront un mini-championnat, en aller simple et à huis clos, sur terrain neutre», a poursuivi la LNFA. «Les clubs classés aux deux 1^{res} places à l'issue de ce mini-championnat accèderont en Ligue 1, alors que les formations classées aux quatre dernières places de chaque groupe (4×3=12) rétrograderont en DNA». Enfin, en ce qui concerne la troisième variante, elle consiste en une répartition des clubs en quatre groupes de neuf, pour un championnat qui se jouera à huis clos, en dix-huit journées (Aller/Retour) et avec un exempt pour chaque journée. «Les clubs classés à la 1^{re} place dans chacun des quatre groupes se rencontreront en aller simple, à huis clos et sur terrain neutre, suivant un tirage au sort effectué avant l'entame du championnat. Les deux vainqueurs accèderont en Ligue 1, alors que les clubs classés aux trois dernières places de chaque groupe (3×4=12) rétrograderont en DNA», a ajouté l'instance.

Coupe de la Confédération (2^e tour préliminaire-aller)/ l'USG Niger 1 - JSK 2

Les Canaris prennent une belle option

■ La JS Kabylie a pris une belle option pour la qualification au prochain tour de la Coupe de la Confédération africaine, après avoir pris le dessus sur la formation nigérienne de l'US Gendarmerie Nationale du Niger sur le score de (2/1).



Les Canaris réalisent une belle opération

Par Mahfoud M.

La JSK a ouvert le score par Ryad Bensayah (26'), avant que l'USGN n'égalise sur penalty par Amadou Darankoum (31'). Le but de la victoire des Algériens est un but contre son camp de l'équipe nigérienne à la 88'. Auteur d'un début très difficile en championnat, la JSK a su trouver les ressources qu'il faut d'abord en enregistrant sa première victoire en Ligue I en l'emportant hors de ses bases (3/0) face à l'ASO Chlef, avant de continuer sur cette même lancée

en Coupe de la CAF avec ce succès à l'extérieur qui lui permet de prendre option avant la manche retour qui aura lieu dans quelques jours au stade du 1^{er} Novembre de Tizi-Ouzou. Les poulains de Bouzidi sont donc bien partis pour poursuivre leur aventure en compétition africaine, surtout qu'elle intéresse au plus haut point la direction qui veut se reprendre après un début très pénible et des résultats loin des prévisions faites par les dirigeants qui ont promis de jouer les premiers rôles, même s'ils n'ont pas trop investi lors de l'opération recrutement en rame-

nant des éléments jeunes manquant d'expérience. Il faut savoir que la direction a dû effectuer un changement au niveau de la barre technique de l'équipe et débarquer le technicien tunisien Zelfani qui ne pouvait pas continuer à diriger une équipe en Ligue I puisqu'il n'est pas titulaire d'un diplôme de CAF A. Bouzidi a pris la relève avec l'ambition de mener la JSK à bon port et tenter de réaliser une saison similaire à celle de l'année dernière ou meilleure, surtout que les supporters espèrent jouer les premiers rôles et décrocher le championnat. M. M.

Ligue des champions (2^e tour préliminaire - aller)

CRB-Gor Mahia confirmé pour samedi 26 décembre

LE MATCH CR Belouizdad - Gor Mahia (Kenya), prévu initialement hier, comptant pour le 2^e tour préliminaire (aller) de la Ligue des champions d'Afrique de football, a été décalé au samedi 26 décembre au stade du 5-Juillet d'Alger (20h45), a annoncé mardi soir le CRB dans un communiqué. «Le club a reçu une correspondance de la Confédération africaine (CAF), l'informant de la reprogrammation du match au samedi 26 décembre», a indiqué le Chabab sur sa page officielle Facebook. Attendue lundi après-midi à Alger

sur un vol en provenance de Doha (Qatar), la délégation de la formation kényane ne figurait pas parmi les passagers.

Le trio arbitral tunisien désigné pour officier cette rencontre, se trouve quant à lui à Alger depuis dimanche. Le président de Gor Mahia Ambrose Rachier a indiqué, lundi soir au site spécialisé Goal, qu'il avait obtenu l'accord de la CAF pour reprogrammer cette rencontre, précisant que l'arrivée de l'équipe kényane à Alger est prévue mardi ou mercredi.

Organisant un sit-in devant le ministère de la Communication

Les photographes protestent contre leur exclusion des matchs de la L1

LES PHOTOGRAPHES qui n'ont plus accès à la pelouse lors des matchs de Ligue 1 depuis la reprise, ont manifesté aujourd'hui devant le ministère de la Communication.

Alors qu'ils avaient eu les assurances du président de la ligue professionnelle de football

(LFP), Abdelkrim Medouar, qui avait reçu des représentants d'un syndicat de journalistes sportifs, les photographes butent sur l'interprétation particulière du protocole sanitaire instauré à cause du Covid-19.

En effet, le protocole copié-collé sur ce qui se fait en Europe

exige des personnes présentes à l'intérieur du périmètre de jeu de présenter un test PCR de moins de 72 heures.

Si pour les employés des clubs (joueurs, staff dont photographes des clubs) les tests sont payés par leur employeur qui peut se le permettre, ce n'est pas

le cas des journalistes qui travaillent dans un journal ou en indépendant car déboursent 15 000 DA (prix du test PCR) par semaine (voir deux fois par semaine) est un prix trop élevé pour exercer son métier.

Les photographes concernés qui se sont regroupés en asso-

ciation (Association des photographes de presse algériens) ont fait plusieurs propositions à la FAF et à la LFP dont une réduction du nombre de photographes par match, une entrée séparée et un périmètre balisé, mais ils n'ont reçu aucune réponse depuis un mois.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Présidence de la République

Tebboune reçoit un message du président du Conseil des ministres italien

LE PRÉSIDENT de la République, Abdelmajid Tebboune, a reçu un message du président du Conseil des ministres italien, Giuseppe Conte, dans lequel il lui a exprimé son "soulagement" quant à l'amélioration de son état de santé, a indiqué hier un communiqué de la Présidence de la République. "Cher président, j'ai appris avec grand plaisir et soulagement, à travers votre message télévisé du 13 décembre dernier, que vous êtes en voie de guérison et j'espère que bientôt, à la fin de la période de convalescence, vous pourrez rentrer en Algérie en bonne santé", a écrit M. Conte. "Un peu plus d'une année après votre élection à la présidence de la République algérienne démocratique et populaire et près d'une année après notre rencontre à Alger, je tiens à vous féliciter pour votre première année de mandat, caractérisée par un important élan de réforme, à commencer par la révision constitutionnelle qui s'est déroulée dans un contexte de défis mondiaux, inédits et qui nécessiteront une solide collaboration internationale pour être pleinement relevés", a-t-il souligné. "Malgré son caractère exceptionnel, 2020 a été une année sans précédent pour la relance du partenariat entre l'Italie et l'Algérie, caractérisée par un extraordinaire échange de visites politiques aussi bien à Alger qu'à Rome", a encore relevé le président du Conseil des ministres italien. A ce propos, a-t-il affirmé, "je me réjouis du succès de la récente visite du

ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Luigi Di Maio, qui a abouti, entre autres, à la signature d'un important mémorandum visant à instaurer entre nos deux pays un véritable Dialogue stratégique sur les relations bilatérales et les questions politiques et de sécurité globale". "2021 s'annonce comme une année fondamentale pour l'avenir de la communauté internationale. Nos pays devront relever conjointement des défis communs à la fois mondiaux - tels que la santé, le changement climatique et la reprise économique - et régionaux, à commencer par la Méditerranée, la Libye et le Sahel", a ajouté M. Conte, précisant que "dans ce contexte, l'Italie envisage un nouveau partenariat avec l'Afrique et une approche renouvelée de l'Union européenne envers l'ensemble du continent et la Méditerranée voisine". "Avec un regard déjà orienté vers les premiers mois de l'année prochaine, je vous confirme le vif intérêt ainsi que ma volonté et celle du Gouvernement italien de tenir la IVe réunion du Sommet bilatéral intergouvernemental et du Business Forum d'ici le premier trimestre 2021, dans l'espoir que les conditions sanitaires le permettent", a-t-il affirmé. "Dans l'attente de vous parler dès que possible, je saisis l'occasion pour vous adresser mes plus cordiales salutations et mes meilleurs vœux pour un prompt rétablissement", a conclu le président du Conseil des ministres italien. R. N.

Djanet

Expérience-pilote réussie de la culture de la fraise

UNE EXPÉRIENCE de culture de la fraise, menée depuis plus d'une année au niveau d'une exploitation agricole, dans la wilaya déléguée de Djanet (Illizi), a donné des résultats «encourageants», a-t-on appris, hier, auprès de la direction déléguée des services agricoles. Première du genre lancée au niveau de cette exploitation créée dans la région de Tigherghert, dans le cadre de la mise en valeur agricole, «cette expérience de la culture de la fraise a donné un bon rendement, au double plan quantitatif et qualitatif, sur une superficie sous serres de deux hectares», a affirmé le responsable de la vulgarisation agricole, Atik Laâla. Cette bonne récolte est favorisée par la réunion de conditions favorables dans la région de Djanet pour le développement de cette culture fruitière, dont le

sol fertile, l'eau à faible teneur en sel, a-t-il expliqué. Selon le même responsable, la culture de la fraise requiert un suivi rigoureux et un accompagnement technique continu des services agricoles, notamment en matière de rationalité dans l'irrigation. Cette expérience «réussie» a servi de modèle à d'autres agriculteurs, notamment les jeunes de la région pour se lancer dans ce segment, eu égard à la qualité de ce fruit très convoité sur le marché local. Les activités agricoles dans la wilaya déléguée de Djanet connaissent, d'une saison à l'autre, un développement et laissent entrevoir des perspectives prometteuses dans la région, à la faveur d'expériences menées dans différentes filières agricoles stratégiques, dont l'agrumiculture, l'oléiculture et l'apiculture.

O. N.

Le corps médical face à la mort



Djalou@hotmail.com

Tizi Ouzou/ Stade de 50 000 places

Résiliation du contrat avec l'entreprise réalisatrice en attendant sa relance

■ Le projet du stade de 50 000 places de Tizi Ouzou, à l'arrêt depuis mai 2019, vient de connaître sa résiliation officielle avec l'entreprise réalisatrice, a annoncé, hier, le directeur local de la jeunesse et des sports, Aziz Taher.

Par Hamid M.

Place à l'élaboration du cahier des charges des travaux qui restent à réaliser pour son achèvement, a ajouté le même responsable qui s'exprimait sur les ondes de la radio locale. Le DJS de Tizi Ouzou a précisé que les travaux restants à réaliser ne pourraient durer au-delà de 12 mois, assu-

rant que l'essentiel du reste dudit projet est d'ordre technique et lié aux installations technologiques des infrastructures sportives. Dans le même sillage, Aziz Taher a tenu à rappeler que ces travaux ne souffrent d'aucune insuffisance financière. Abordant l'autre projet sportif en souffrance dans la wilaya de Tizi Ouzou, à savoir le centre de regroupement des équipes

nationales d'Aghribs, il pourrait connaître un redémarrage selon le DJS de Tizi Ouzou qui a révélé que le taux d'avancement de ce chantier n'a pas dépassé les 40 % plus de 7 ans après son lancement. Aziz Taher a assuré que les contraintes techniques freinant la réalisation de ce projet viennent d'être levées et son financement est disponible.

H. M.

Béjaïa

Report du procès intenté à l'encontre du P/APW

PRÉVU initialement pour avant-hier au tribunal de Béjaïa, le procès intenté par l'administration à l'encontre du P/APW de Béjaïa, Mehenni Haddadou, a été ajourné au 5 janvier 2021. Le P/APW est poursuivi pour «outrage à corps constitué» et de «non-respect d'une décision de justice dans l'affaire du groupe La Belle». Les élus de l'Assemblée populaire de la wilaya ont signé,

lors de la dernière session ordinaire de l'Assemblée, une pétition de dénonciation. Ils ont adopté une résolution politique de soutien à M. Haddadou. «Nous nous élevons contre l'acharnement judiciaire à l'encontre du président de l'APW qui fait l'objet de deux plaintes dont le seul objectif est de déstabiliser nos instances élues», a-t-on écrit. «L'APW de Béjaïa s'insurge

contre ces pratiques tendancieuses», a-t-on souligné. Plusieurs élus ont témoigné hier leur soutien au P/APW lors d'un sit-in. Notons que le maire de Chemini, Madjid Oudak, comparaitra aujourd'hui dans une affaire d'attribution d'un agrément à une association. «Une attribution jugée illégale», chose que ce dernier «rejette catégoriquement». H.C.

Fédération algérienne de karaté/Coronavirus

Décès du responsable de la commission médicale, D' Zohir Djoudi

LE RESPONSABLE de la commission médicale de la Fédération algérienne de karaté, le Docteur Mohamed Zohir Djoudi, est décédé mardi des suites du coronavirus, a-t-on appris auprès du président de l'instance, Slimane Mesdoui. «Le D' Djoudi était hospitalisé depuis près de 40 jours, et avait lutté de toutes ses forces, mais le coronavirus a fini par l'emporter», a indiqué le premier responsable de la FAK, profitant de

l'occasion pour présenter ses sincères condoléances à la famille du défunt. Outre son poste de responsable de la commission médicale de la Fédération algérienne de karaté, le Docteur Djoudi était membre de la commission médicale du Comité olympique algérien, et surtout président de la commission médicale de la Confédération africaine de karaté. Deux postes qui lui ont valu une renommée internatio-

nale. Il est le deuxième responsable du COA à être emporté par le Covid-19 au cours des quinze derniers jours, après le trésorier Rabah Chebbah, décédé le 8 décembre courant. Outre son poste au COA, Chebbah était président de la Fédération algérienne de lutte, et sa disparition avait également suscité une vive émotion au sein de la famille sportive algérienne.

R. S.